

veel vooruitgang, onder meer met de investeringen in het Nationaal Plan voor Herstel en Veerkracht en met de verschillende hervormingen die nu uitgetekend worden. De komende maanden en jaren wil ik vooral in daden, niet in woorden, aantonen dat we gevaarlijke klimaatverandering voorkomen en onze zorgplicht voor alle levende wezens ten volle opnemen.

05.03 Kurt Ravyts (VB): Mevrouw de minister, u hebt natuurlijk compleet naast de kwestie geantwoord. Mijn vragen zijn politiek van aard en de kern van de zaak is dat u het nieuwe regeerakkoord uitvoert, het meest groene regeerakkoord ooit. Waarom bent u niet in gesprek gegaan met de vzw Klimaatzaak om deze zaak te stoppen? De acties van deze vzw spruiten immers vooral voort uit het beleid van het vorige regeerakkoord. Ik kan dat niet begrijpen maar we zullen daar ongetwijfeld verder over discussiëren.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

06 Question de Daniel Senesael à Zakia Khattabi (Climat, Environnement, Développement durable et Green Deal) sur "La cinquième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement" (55014853C)

06 Vraag van Daniel Senesael aan Zakia Khattabi (Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal) over "De vijfde zitting van de United Nations Environment Assembly" (55014853C)

06.01 Daniel Senesael (PS): Monsieur le président, madame la ministre, le mois passé s'est tenue la première partie de la cinquième session de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (UNEA-5), laquelle a pour objet de déterminer les priorités des politiques environnementales mondiales et de développer le droit international de l'environnement.

Lors de cet événement ont été développés une stratégie, un plan de travail et un budget visant à réaliser les objectifs en matière de développement durable du programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et, notamment, "à fournir de la science et du savoir-faire aux gouvernements".

Madame la ministre, pouvons-nous avoir votre retour sur la stratégie élaborée par l'Assemblée, ainsi que sur ses éventuelles implications dans le cadre de la politique environnementale belge?

Dans votre note de politique générale et, plus

particulièrement, dans la partie dédiée aux mesures relatives aux substances perturbatrices du système endocrinien, vous évoquiez votre participation à l'UNEA-5, où vous suivez "les résolutions en lien avec les produits chimiques". Pouvons-nous en apprendre plus à ce sujet?

06.02 Zakia Khattabi, ministre: Monsieur le président, monsieur Senesael, en effet, le mois passé s'est tenue la première partie de la cinquième session de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement. Au nom de la Belgique, j'ai eu l'occasion de m'adresser aux collègues et de souligner les points importants pour notre pays. Je joindrai à ma réponse, pour votre information, le discours que j'ai tenu lors de cette assemblée.

L'Union européenne et la Belgique sont satisfaites de la stratégie à moyen terme, de 2022 à 2025, qui définit clairement les priorités du PNUE, l'une des quinze organisations partenaires de la Coopération au développement belge.

En 2020, plusieurs négociations internationales importantes, comme la COP 15 de la Convention sur la diversité biologique, la COP 26 sur le changement climatique et la COP 15 de la Convention sur la lutte contre la désertification, ont été mises en suspens.

Ce sommet virtuel a donc permis de maintenir l'élan politique à un haut niveau en anticipant les accords importants qui seront conclus plus tard cette année ou au début de l'année prochaine autour des défis environnementaux internationaux.

Un débriefing de l'UNEA-5 est également à l'ordre du jour du prochain Conseil européen informel sur l'environnement.

Les facteurs du changement climatique, de la perte de biodiversité, de la pollution et de la pandémie, doivent être combattus conjointement. Les travaux du PNUE nous permettent de mieux comprendre les liens entre ces menaces et leurs impacts sur l'environnement et la santé humaine.

Nous savons que les produits chimiques nocifs font partie de ces facteurs. Nous savons également qu'une gestion rationnelle des produits chimiques tout au long de leur cycle de vie est essentielle pour éviter les risques pour l'environnement et la santé humaine ainsi que les coûts économiques y afférents, et en vue de la pleine réalisation des objectifs de développement durable.

Les Nations unies, au travers de leur programme pour l'environnement (PNUE), se sont engagées dans le cadre de la stratégie 2020-2025 à fixer des objectifs communs et à renforcer la coopération avec les accords multilatéraux sur l'environnement - et notamment sur les produits chimiques - et à s'aligner sur le cadre post-2020 de la biodiversité, des produits chimiques et des déchets.

L'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (UNEA) offre, quant à elle, l'occasion de promouvoir davantage la visibilité de cette coopération et de renforcer la convergence et le dialogue. En raison de la crise sanitaire, l'UNEA-5 a été scindée en deux parties et la question des produits chimiques devra être abordée lors de cette deuxième session, qui devrait se tenir à Nairobi du 28 février au 2 mars 2022. Il est de coutume que l'UNEA le fasse, et c'est une pratique que je soutiendrai et suivrai avec attention.

06.03 Daniel Senesael (PS): Merci, madame la ministre, pour vos éléments de réponse plus que satisfaisants.

Je voudrais en particulier souligner deux points. Premièrement, je voudrais soutenir et être en phase avec vous concernant les liens tissés entre l'environnement et la santé humaine. Il s'agit d'un domaine qui mérite toute notre attention, comme vous l'avez précisé, avec les coûts économiques y associés. L'accent mis sur cette réalité est primordial.

Deuxièmement, j'aimerais revenir sur les accords multilatéraux, qui peuvent être décisifs pour tout ce qui concerne les produits chimiques et les déchets. Veillons dès lors à entretenir le dialogue et les convergences, et apportez tout votre poids et votre soutien à cette deuxième partie de l'UNEA à Nairobi, au cours de laquelle les produits chimiques seront mis en évidence. Il s'agit d'un dossier important sur le système endocrinien, ainsi que vous l'avez mis en exergue dans votre note de politique générale.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

07 Question de Daniel Senesael à Zakia Khattabi (Climat, Environnement, Développement durable et Green Deal) sur "L'évolution du climat en zones urbaines" (55014854C)

07 Vraag van Daniel Senesael aan Zakia

Khattabi (Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal) over "De klimaattevoelutie in stedelijke gebieden" (55014854C)

07.01 Daniel Senesael (PS): Monsieur le président, madame la ministre, publiée en janvier 2021 dans la revue *Nature Climate Change*, l'étude *Global multi-model projections of local urban climates* présente une série de projections mondiales des climats urbains au cours du XXI^e siècle. Les différents scénarios développés comportent un certain nombre de problèmes.

Premièrement, en raison de l'augmentation des températures et de la capacité du béton et de l'asphalte des rues et des bâtiments à absorber la chaleur, le phénomène des îlots de chaleur déjà observé aujourd'hui risque de prendre une plus grande ampleur.

Deuxièmement, tandis que la tendance démographique actuelle pointe une augmentation des populations urbaines à l'échelle mondiale pouvant atteindre 70 % de la population mondiale en 2050, les auteurs de l'étude mentionnent une hausse de la température moyenne des villes de 1,9 à 4,4 °C en 2100, favorisant les situations de stress thermique.

Troisièmement, les auteurs évoquent le risque concomitant d'une diminution de l'humidité relative de 3 à 13 % dans les villes en raison du nombre de surfaces imperméables limitant le processus d'évaporation.

Madame la ministre, pouvons-nous avoir votre retour sur le sujet évoqué? Dans votre note de politique générale, vous souligniez notamment que les villes de 20 000 habitants ou plus devaient fournir un plan ambitieux de verdissement urbain. Le moment est venu de prendre à bras-le-corps votre note de politique générale et de vous poser la question de savoir comment évoluer en la matière. Disposez-vous d'informations précises à ce propos? Des projets vont-ils être initiés au niveau des villes concernées? D'autres initiatives – ou le soutien d'initiatives allant en ce sens – peuvent-elles être espérées et quand?

07.02 Zakia Khattabi, ministre: Monsieur Senesael, le phénomène d'amplification du stress thermique par l'effet des îlots de chaleur urbains (ICU) est bien connu et documenté. Comme vous le soulignez dans votre question, les perspectives d'avenir sont inquiétantes à ce sujet, les modèles indiquant que tant l'intensité des vagues de chaleur que leur durée augmenteront au cours de